

L'Ajournement

C'est pour cela que le gouvernement a toujours appuyé et qu'il continuera d'appuyer l'OTAN et de collaborer avec les États-Unis à défendre l'Amérique du Nord.

L'ambassadeur du Canada à l'OTAN, M. Gordon Smith, m'a dit la semaine dernière que c'est à cause de notre engagement envers l'OTAN que les États-Unis consultent le Canada dans toutes les négociations relatives au désarmement nucléaire. Les États-Unis consultent tous leurs alliés de l'OTAN. Ils consultent le Japon et l'Australie, mais pas la Suisse ou la Suède. Ils ne consultent plus la Nouvelle-Zélande depuis que ce pays a décidé d'interdire aux navires américains d'aborder dans ses ports sous prétexte qu'ils pouvaient transporter des armes nucléaires ou des dispositifs quelconques fonctionnant grâce à l'énergie nucléaire. Le droit d'être consulté et le fait que nous le soyons maintenant dépendent de notre engagement envers l'OTAN.

Nous n'avons peut-être pas la possibilité de négocier nous-mêmes ni assez d'influence pour changer tout ce que nous voudrions changer en ce qui concerne les armes nucléaires dans le monde, mais nous pouvons être consultés et nous le sommes à cause de notre engagement envers l'OTAN. Nous pouvons peut-être modifier la façon dont on aborde les négociations pour le désarmement nucléaire.

Si nous décidons de quitter l'OTAN ou de faire unilatéralement du Canada une zone dénucléarisée, nous perdrons la possibilité d'influer d'une façon quelconque sur les négociations en vue du désarmement nucléaire ou autre, peut-être sur les consultations relatives à la première utilisation d'armes nucléaires en Europe, soit à la décision d'utiliser en premier des armes nucléaires. Nous perdrons le droit d'être consultés. Il serait insensé pour nous de perdre ce droit, de nous retirer de l'OTAN ou de faire unilatéralement du Canada une zone dénucléarisée. Quoi qu'il arrive en cas de guerre nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique, le fait que le Canada soit une zone dénucléarisée ne sauverait pas notre peau.

Il est donc inquiétant que le parti libéral du Canada ait adopté lors de son dernier congrès une résolution qui demande qu'on fasse du Canada une zone dénucléarisée. Il est malheureux que des membres du parti libéral disent que le parti libéral a maintenant pour politique de faire du Canada une zone dénucléarisée.

Fait à noter, l'ancien critique libéral en matière de défense a signalé que, si cela se produisait, les vaisseaux de guerre américains ne pourraient plus accoster dans les ports canadiens et que nous nous trouverions à peu près dans la même situation que la Nouvelle-Zélande. Il faut aussi noter que le député libéral en question n'est plus le critique libéral en matière de défense.

• (1820)

Il est également inquiétant d'entendre un libéral, le député de York-Sud Weston (M. Nunziata), dire que la paix mondiale est plus importante que notre adhésion à l'OTAN. Monsieur le Président, nous savons, vous et moi, que l'OTAN est synonyme de paix mondiale. En fait, il a garanti la paix en Europe ainsi qu'au Canada depuis 38 ans. Il ne faut évidemment pas s'étonner si les néo-démocrates proposent que nous nous retirions de l'OTAN ou que nous déclarions unilatéralement une zone dénucléarisée au Canada, car cela fait partie intégrante de leur politique depuis 1969. Ce genre de propos n'a rien d'étonnant de la part des néo-démocrates. Mais ce qui est étonnant et inquiétant c'est d'entendre les libéraux dire la même chose, d'autant plus qu'ils ont été d'ardents défenseurs de l'OTAN et d'un désarmement nucléaire multilatéral et vérifiable pendant toutes ces années. Les voilà qui changent d'avis tout à coup.

Quand arrivera le moment des prochaines élections et que les néo-démocrates et les libéraux vous demanderont votre appui, monsieur le Président, j'espère que vous examinerez très attentivement ce qu'ils ont dit ces dernières semaines et ces derniers mois à propos du désarmement nucléaire, de l'OTAN et de leurs engagements envers l'OTAN. Comme vous le savez, si nous élisons un gouvernement qui n'appuie pas l'OTAN, qui n'est pas en faveur d'un désarmement multilatéral et vérifiable, nous resterons en dehors des négociations sur le désarmement, mettant ainsi en danger notre démocratie, nos valeurs et nos institutions. J'espère que vous vous en souviendrez au moment des prochaines élections, monsieur le Président.

M. Bud Bradley (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, c'est la cinquième fois en cinq jours que j'ai l'honneur de prendre la parole à la Chambre. Je regrette que la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) soit absente, car il y a quelque temps, dans ma circonscription, elle a dit qu'elle ne me voyait jamais à la Chambre et que je n'intervenais jamais. Elle va manquer ce soir une belle occasion.

Je me rappelle fort bien la confusion qui a entouré les résolutions concernant l'OTAN prises au congrès du parti libéral en novembre dernier, à Ottawa. Bien entendu, je partage les préoccupations de mon collègue au sujet du message que ces résolutions ont fait passer à nos alliés. Cependant, au lieu de m'entendre sur la position du parti libéral, je répéterai ce que le ministre de la Défense nationale (M. Beatty) a déclaré à la Chambre le 1^{er} décembre 1986:

... tout ce qui peut atténuer sensiblement les engagements du Canada envers l'OTAN affaiblirait évidemment l'alliance occidentale et ne favoriserait pas la paix mondiale.

Cette déclaration, monsieur le Président, rejoint celle qu'a faite l'actuel chef de l'opposition (M. Turner) quand il était premier ministre, à savoir que si nous voulons favoriser de quelque façon la paix mondiale, nous devons en premier lieu respecter nos engagements envers nos alliés de l'OTAN.